

*L'ambassadeur de Bolivie
dénonce la crise éthique
d'Almagro et de l'OEA*



La Paz, 25 mars (RHC) L'ancien ministre de la Justice et ambassadeur de Bolivie à l'Organisation des États Américains (OEA), Héctor Arce, a déclaré samedi que l'organisme régional et son secrétaire général, Luis Almagro, traversent leur pire moment.

"Aujourd'hui, l'OEA est en crise à cause d'une personne qui, en plus de ces problèmes politiques, de ces faits graves d'avoir brisé la démocratie dans un pays, a des problèmes personnels qui, pour le moins, ne parlent pas bien de la gestion d'une personne à la tête d'une entité aussi importante que l'OEA", a déclaré M. Arce dans une interview accordée à l'émission télévisée Piedra, Papel y Tinta du journal La Razón.

L'ancien président a qualifié les actions de Luis Almagro de "désastreuses" et l'a accusé de promouvoir une "politique interventionniste" dans les pays latino-américains, au point de conduire le Nicaragua et le Venezuela à se retirer de l'organisation.

"Lorsque Luis Almagro a rejoint l'OEA pour la première fois (en 2015), elle était composée de 35 pays, aujourd'hui elle en compte 32 ; au-delà de la situation de Cuba, deux pays, le Venezuela et le Nicaragua, se sont retirés de l'organisation (...)", a-t-il réitéré.

Le diplomate a attribué la cause de ces retraits au "zèle interventionniste et à un agenda profondément chargé d'un intérêt contraire aux gouvernements progressistes".

Il a ajouté qu'Almagro avait reconnu un ambassadeur d'un gouvernement fantôme (...) comme le groupe parallèle que l'opposition vénézuélienne a mis en place avec Juan Guaidó comme face visible et la manipulation des États-Unis, mais qui a été supprimé en décembre 2022.

Arce a déclaré que ces méfaits ont été aggravés par la "plus grave" des actions d'Almagro, le coup d'État en Bolivie, avec un rapport illégal publié sur une prétendue manipulation des élections générales de 2019, qui n'a jamais été prouvée et qui a conduit les forces armées et la police à s'insurger contre un gouvernement constitutionnel.

Il a qualifié d'illégal le "rapport préliminaire" publié par Almagro sans le consentement de la Bolivie, qui ne faisait pas partie de l'accord signé avec l'État plurinational sur l'audit des résultats des élections d'octobre 2019.

L'ambassadeur a rappelé qu'au moins sept études réalisées par des universités des États-Unis et d'autres pays et institutions spécialisées ont établi "que les conclusions de ce rapport préliminaire, qui a coûté au pays sa démocratie, étaient absolument fausses".

De plus, contre l'éthique d'Almagro s'est ajoutée une enquête journalistique, qui a confirmé que le secrétaire général de l'OEA a voyagé entre juillet 2018 et décembre 2019 au moins 34 fois avec un conseiller avec lequel il avait une relation extra-professionnelle. (Source/PL).

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/317743-lambassadeur-de-bolivie-denonce-la-crise-ethique-dalmagro-et-de-loea>



Radio Habana Cuba